Chronique de la campagne présidentielle – épisode 1

Chaque week-end, nous publierons une chronique de la campagne présidentielle. En commentant les faits marquants de la campagne, de notre point de vue qui est celui de communistes révolutionnaires ayant décidé de faire campagne pour la victoire de Mélenchon en 2022 (Cf. notre déclaration).

L'Union populaire : quelle différence avec la France insoumise ?

La convention de « l'Union populaire » a eu lieu les 15 et 16 octobre. La France insoumise s'efface progressivement derrière « l'Union populaire », censée être un cadre plus large d'union « à la base ». Des perspectives sont données à la campagne : mise en place d'un « parlement de campagne » mi novembre avec des « syndicalistes, associatifs, artistes, intellectuels, gilets jaunes, militants pour le climat, des mouvements #Meetoo, contre la réforme des retraites ou #BlackLivesMatter » ; grande marche le 20 mars en hommage à la Commune de Paris à quelques jours du premier tour. Ce sont de bonnes initiatives, mais l'Union populaire a-t-elle un contenu différent de celui de la France insoumise ?

Mélenchon indique que l'étendard « Union populaire » permettra à des gens réticents de rejoindre la France insoumise à se joindre à la campagne. Pourtant, par delà le changement d'étiquette, le contenu semble identique : il faut être d'accord avec le programme « l'Avenir en commun » pour intégrer l'Union populaire. Mais pourquoi les gens qui seraient d'accord avec le programme rejoindraient l'Union populaire alors qu'ils n'ont pas rejoint la France insoumise ? En fait, le véritable enjeu est de rassembler au-delà des partisans du programme « L'avenir en commun » pour créer une véritable dynamique et se donner des chances de victoire. Des millions de travailleurs/ses – c'est tout l'enjeu de l'élection – voteront pour Mélenchon alors qu'ils et elles ne sont pas d'accord sur des aspects importants du programme : des partisans du nucléaire, de la rupture avec l'Union européenne, et même des partisan.e.s d'une rupture franche avec le capitalisme doivent pouvoir trouver leur place dans la campagne. C'est-à-dire tous les travailleurs/ses qui veulent vaincre l'extrême centre (Macron et ses satellites de centre gauche – PS et EELV - et de centre droite) et l'extrême-droite, et faire gagner le seul candidat portant des mesures en faveur du monde du travail susceptible de l'emporter en mai prochain.

L’enjeu pour la France insoumise : convaincre l’électorat populaire

Mélenchon n’accédera au second tour de l’élection présidentielle que s’il parvient à rallier une partie importante de l’électorat populaire (ouvriers et employés). Il a tout à fait raison d’indiquer que « l’abstention vote Macron » et qu’une participation importante de l’électorat populaire à l’élection est une condition nécessaire à son accession au second tour. Mais ce n’est pas une condition suffisante. A l’heure actuelle, Mélenchon est en moyenne à 9 % dans les sondages, après une percée éphémère suite au débat avec Zemmour. Contrairement aux candidats de la gauche bourgeoise (PS et EELV), sa base sociale est parmi les catégories populaires et les jeunes. Mais une beaucoup plus large partie des travailleurs/ses se tournent aujourd’hui vers l’extrême-droite ou l’abstention. L’enjeu est de gagner une grande partie de ces travailleurs/ses. Cela nécessite d’avoir un programme en rupture radicale avec le système. Ce n’est à notre avis pas le cas aujourd’hui, et l’orientation prise par la France insoumise depuis 2017 explique en grande partie la perte d’une partie de l’électorat populaire.

Par exemple, en 2019, lors des élections européennes, la France insoumise a abandonné l’hypothèse d’une rupture avec l’Union européenne (le « plan B ») et a choisi comme tête de liste Manon Aubry, qui incarne une ligne plus proche de celle de Benoît Hamon que de celle d’une rupture avec l’Union européenne. Le fait que Manon Aubry soit chargée d’actualiser le programme de l’Avenir en commun sur la thématique européenne n’augure rien de bon. La mise en avant d’une « désobéissance » à l’Union européenne n’est pas suffisante. Il faut être clair : si Mélenchon cherche à appliquer son programme, il se heurtera de plein fouet aux institutions européennes qui ne lui laisseront qu’un seul choix : soit se soumettre, soit rompre. La « désobéissance » dans le cadre de l’Union européenne est une abstraction et en fait une façon de botter en touche. Quand la BCE coupera le robinet monétaire en direction de la France (comme cela a été fait pour la Grèce de Tsipras), que signifie désobéir ? Il n’y a que deux possibilités : la soumission aux diktats européens ou la rupture immédiate, avec la mise en place d’une nouvelle monnaie et la sortie de l’euro. Refuser d’envisager cette option n’augure rien de bon. Pourtant Mélenchon aurait tout intérêt à désigner clairement les obstacles et à expliquer comment il y fera face. Répéter simplement « j’appliquerai mon programme quoi qu’il arrive » n’est pas suffisant pour lever le scepticisme (justifié) de beaucoup de travailleurs/ses.

Lors de la convention de l’Union populaire, le soutien au mouvement des gilets jaunes a été réaffirmé sans équivoque, et le champ « On est là » a été entonné par les participants. C’est un excellent signal, mais il faudrait que l’Union populaire articule la mobilisation sociale aux échéances électorales. Alors que les prix de l’énergie flambent et que nos libertés démocratiques sont menacées, l’Union populaire aurait tout intérêt à être à l’initiative d’une grande manifestation pour faire converger les colères : pour le blocage immédiat des prix de l’énergie ! Pour une baisse de la fiscalité indirecte (très injuste) et pour une taxation des grandes fortunes et des grands groupes capitalistes ! Pour la nationalisation des grands groupes de l’énergie ! Pour l’abrogation immédiate

du pass sanitaire !

Le pouvoir d'achat : préoccupation numéro un des travailleurs/ses !

Une certaine élite bien pensante nous explique que les catégories populaires sont malheureusement obsédées par les questions d'insécurité et d'immigration, et c'est pour cela qu'elles se portent vers l'extrême-droite.

Un récent sondage Opinion Way remet un certain nombre d'idées en place. L'immonde contenu que nous servent à jets continus Cnews et autres médias ne répond pas une demande « populaire » : elle vise au contraire à détourner les catégories populaires de leurs réels intérêts de classe. Malgré leur propagande, le pouvoir d'achat est l'enjeu central de la campagne pour les travailleurs/ses, bien au-delà de la sécurité et de l'immigration. Contrairement à certains clichés, ce sont les catégories supérieures qui mettent davantage en avant (41 %) l'enjeu de la sécurité que les catégories populaires (36%).

La « gauche républicaine et socialiste » lâche Mélenchon et rallie Montebourg

La « gauche républicaine et socialiste » (GRS) est un petit parti politique créé en 2019 rassemblant des membres de la gauche du parti socialiste (Lienemann, Maurel…) et le Mouvement républicain et citoyen (fondé par Chevènement). Ce parti s'était rapproché de la France insoumise en 2019, et Emmanuel Maurel avait été élu député européen sur les listes de la France insoumise.

Ce parti a annoncé vendredi 22 octobre son ralliement à Montebourg. Alors que ce courant opportuniste prône officiellement l'unité de la gauche et la mise en place d'un nouveau « front populaire », il rallie Montebourg au moment où celui-ci dérive de plus en plus vers la droite. Il s'est prononcé contre la réduction du temps du travail (revendication historique de la gauche), défend toujours fièrement le CICE (gigantesque cadeau au patronat fait par Hollande), et refuse de mener le combat contre l'islamophobie qui gangrène notre pays. Montebourg défend les intérêts du patronat « patriote ». Il est lui-même patron, et affiche une posture gaullienne au dessus du clivage gauche/droite à la manière de Chevènement en 2002.

Ce ralliement en dit long sur la dégénérescence de cette soi-disante aile « gauche » du parti socialiste.

Par ailleurs, Mediapart a annoncé cette semaine le ralliement prochain de Aurélie Trouvé, dirigeante d'Attac, ainsi que de Thomas Portes (dirigeant de Générations, porte parole de Sandrine Rousseau lors de la primaire écolo) à l'Union populaire. Ces ralliements ne sont pour l'instant pas officialisés, mais Mediapart indique que ces personnalités devraient rejoindre le parlement de l'Union populaire en novembre.

Plus surprenant, Ségolène Royal a affirmé qu'elle pourrait se ranger derrière Mélenchon en janvier si celui-ci était le mieux placé à gauche pour accéder au second tour. Quant à son ex, un dénommé François Hollande, il continue à écumer les plateaux télé dans l'indifférence générale, principalement préoccupé de taper sur Mélenchon. Pourtant, c'est bien Mélenchon qui est plébiscité par les électeurs de gauche comme un éventuel candidat unique de la gauche, loin devant Jadot ou Hidalgo.

L'extrême-droite regroupe un tiers des intentions de vote

Depuis quelques semaines, Zemmour fait une percée fulgurante, bien aidée par une couverture médiatique énorme. Dans certains sondages, il dépasse désormais Le Pen. Ensemble, ils regroupent environ un tiers des intentions de vote, voire un peu plus si on y ajoute les 2 % de Dupont Aignan. Zemmour séduit avant tout un électorat âgé et aisé (dont une partie de l'électorat de Fillon en 2017) alors que Le Pen conserve la plus grande partie de son électorat populaire.

Samedi 15 octobre, Ménard a organisé dans sa ville de Béziers un meeting avec Zemmour où il a imploré Zemmour et Le Pen de se rassembler derrière le mieux placé d'entre eux en février prochain. À l'extrême-droite aussi, le « vote utile » pourrait jouer, même s'il n'est pas sur que les électorats s'additionnent aussi facilement. Les masques finissent d'ailleurs par tomber : le pathétique Michel Onfray, qui aimait à se présenter comme un penseur de la « gauche radicale », assume désormais son prochain soutien à Zemmour en n'excluant pas de voter pour lui

Quoi qu'il en soit, avec la division de l'extrême-droite, le ticket d'accès au second tour est actuellement beaucoup plus bas qu'en 2017, autour de 16 ou 17 %.

Davet et Lhomme sortent un livre à charge contre Macron

Le livre « Le traître et le néant » de deux journalistes du *Monde*, Davet et Lhomme, est une bombe atomique contre Macron. La couverture médiatique est bizarrement assez discrète, alors que leurs deux précédents livres sur Sarkozy et Hollande avaient été ultra-médiatisés. Le livre est une description minutieuse de la macronie qui se caractérise, comme le titre de l'ouvrage l'indique, par la traîtrise et le néant. Toute la médiocrité de la bourgeoisie s'étale aujourd'hui sous nos yeux et génère les pires monstres (comme Zemmour).

On pourra écouter un entretien filmé avec les deux auteurs sur Blast ou encore un entretien écrit sur le site de Ouest France

Soutien à Anasse Kazib, victime d'une campagne répugnante de l'extrême-droite

« Révolution permanente » (ancien courant du NPA) a organisé un meeting de « lancement » de campagne d'Anasse Kazib mercredi 20 octobre. Revendiquant plus de

450 participants (en réalité beaucoup moins), le meeting peut être regardé ici : https://tendanceclaire.org/breve.php?id=39735

Anasse est victime d'une campagne raciste abjecte de l'extrême-droite sur les réseaux sociaux. Nous sommes bien sur solidaires à 100 % d'Anasse et des camarades de Révolution permanente face à ces ordures. C'est le cas aussi d'Eric Coquerel qui a exprimé son soutien à Anasse.

Le NPA lui aussi a exprimé son soutien sans dans un premier temps passer par son candidat Philippe Poutou, voix qui a une portée bien plus grande dans le contexte des élections. Malheureusement, Lutte Ouvrière ne semble pas s'être exprimé sur le sujet. Il est d'ailleurs frappant de constater que des trois meetings de lancement de campagne de Révolution permanente, du NPA et de LO, l'extrême-droite n'a ciblé qu'Anasse au sujet de la non présence de drapeau bleu-blanc-rouge. La solidarité face à ces campagnes racistes est extrêmement importante dans la situation politique actuelle.

La campagne de Philippe Poutou marquée par la polémique sur la police

Alors que Philippe Poutou était invité à réagir aux propos d'un élu de la France insoumise sur la police, Darmanin a décidé de porter plainte contre Poutou parce que celui-ci a dit « la police tue ». Nous invitons nos lecteurs et nos lectrices à lire notre article consacrée à cette polémique sur notre site.

Le premier meeting de campagne a eu lieu jeudi 21 octobre à Paris et il a été précédé par un long entretien avec la rédaction de Mediapart. On retiendra la proposition intéressante de Poutou de l'organisation d'un débat entre Mélenchon et les candidats d'extrême-gauche pour mettre à plat les désaccords. Nous avons déjà souligné les très grandes faiblesses du NPA dans sa capacité à expliquer ces désaccords. Cette faiblesse apparaît encore une fois dans cet entretien avec Mediapart : Poutou exprime son désaccord avec l'idée d'une « révolution par les urnes » et indique que la clé repose sur les mobilisations populaires. C'est vrai, mais cela esquive les différences programmatiques. D'ailleurs la journaliste de Mediapart lui a répondu qu'il faudrait en effet construire des mobilisations pour traduire dans la réalité le programme de Mélenchon. Or, il s'agit d'expliquer que les mesures de Mélenchon ne peuvent pas être mises en place dans le cadre du capitalisme, et que tout l'enjeu est en effet de faire élire Mélenchon et d'intervenir dans les mobilisations pour imposer la rupture avec le système capitaliste pour la mise en place des mesures promises par Mélenchon. Mais Poutou ne tient pas ce raisonnement : il préfère « tenir son couloir » sans clarifier les enjeux de l'élection présidentielle.

De quoi Sandrine Rousseau est-elle le nom ?

Sandrine Rousseau s'est faite largement connaître lors de la primaire des écologistes,

où elle a créé la surprise en frolant la victoire face à Yannick Jadot. Réputée proche de la France insoumise, elle a fait campagne pour une écologie « radicale », féministe, dénonçant le capitalisme et prétendant « revoir en profondeur le système économique et social ». Mais il est fort à craindre qu'il ne s'agisse que d'une posture qui s'efface bien vite derrière la logique politicienne. La logique de la primaire la pousse désormais à soutenir la candidature de Jadot, qui incarne une écologie de marché et hostile aux gilets jaunes.

Dans une intervention sur France info dimanche 24 octobre, elle a invité Hidalgo (en qui elle a « pleinement confiance ») à rejoindre Jadot. Cette démarche politicienne est en fait portée par tout l'appareil d'EELV qui propose désormais au PS un accord aux législatives… à condition que Hidalgo se retire pour Jadot

Elle a également plaidé contre toute diminution des taxes sur l'essence ; pendant sa campagne, elle avait même plaidé pour une hausse massive des taxes sur l'essence. Autrement dit, Rousseau défend une écologie antisociale, en voulant augmenter les impôts les plus anti-redistributifs. Elle refuse de mettre en avant le blocage des prix, et bien évidemment la nationalisation (et encore l'expropriation !) des grands groupes de l'énergie. Ce n'est pas en saignant les pauvres (qui ne prennent pas leur voiture pour le plaisir !) qu'on luttera contre le dérèglement climatique, mais en planifiant démocratiquement l'économie.

Bref, sa « radicalité » sur le plan social ne va pas au-delà de celle d'un Benoît Hamon. Elle reprend d'ailleurs sa proposition d'un revenu d'existence à 850 €. Dans sa grande bonté, elle n'a que la « survie » à promettre aux travailleurs/ses. On est bien loin d'un véritable statut pour chacun.e garantissant un salaire à vie et la participation de chacun à la prise de décision économique. Rien de surprenant à cela : le revenu d'existence est un dispositif d'accompagnement qui ne s'oppose en rien à la logique capitaliste, alors que le salaire à vie exige l'expropriation des capitalistes et le mise en place d'un autre mode de production.

Gaston Lefranc, le 24 octobre 2021